

ARRÊTÉ
portant abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 août 2025
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société CALIPSO à CRÉCY-EN-PONTHIEU

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le code de l'environnement et notamment, les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4702 et notamment son article 10.7 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 49 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 23 décembre 1987 à la société coopérative agricole de la région de CRECY-EN-PONTHIEU pour l'exploitation de ses installations à Crécy-en-Ponthieu (80150) à l'adresse suivante 14 avenue des Fusillés et en notamment son article 10.2 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 16 juin 1998 à la S.C.A. de la Région de Crécy-en-Ponthieu, qui abroge l'arrêté préfectoral du 23 décembre 1987 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 13 octobre 2011 à la société CALIPSO de CRECY-EN-PONTHIEU pour l'exploitation de ses installations à Crécy-en-Ponthieu (80150) à l'adresse suivante 14 avenue des Fusillés et notamment son article 7.b) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 août 2025, mettant en demeure la société CALIPSO de CRECY-EN-PONTHIEU, de respecter les prescriptions réglementaires des arrêtés ministériels susvisés ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mars 2026 donnant délégation de signature à M. Gaëtan COUPLET, chef du service de coordination des politiques interministérielles ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 21 janvier 2026, transmis à l'exploitant par courriel du 17 février 2026 conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant ce qui suit :

1. la société CALIPSO a été mise en demeure, le 11 août 2025, de se mettre en conformité vis-à-vis des dispositions prévues par l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, par l'article 10.7 de l'arrêté ministériel du 13 avril 2010, par l'article 7.b) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2011 et par l'article 10.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 décembre 1987 pour les installations qu'elle exploite sur le site précité ;
2. au cours de la visite d'inspection du 21 janvier 2026, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant avait mis en œuvre les actions correctives et transmis les éléments nécessaires permettant de lever les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 août 2025 ;
3. compte tenu de ces éléments, les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 août 2025 peuvent être abrogées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – ABROGATION DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE DU 11 AOÛT 2025

Dès la notification du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 août 2025 délivré à la société CALIPSO pour les installations qu'elle exploite au 14 avenue des Fusillés sur le territoire de la commune de CRÉCY-EN-PONTHIEU sont abrogées.

ARTICLE 2. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 3. – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif d'Amiens (14 rue Lemerchier, 80000 Amiens) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 4. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le sous-préfet d'Abbeville, et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CALIPSO.

Amiens, le 10 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation,
le chef de service



Gaëtan COUPLET